

Robert BOYER, Hiroyasu UEMURA et Akinori ISOGAI

*Introduction*

## L'ASIE, LABORATOIRE SOCIAL DES CAPITALISMES CONTEMPORAINS ?

La réactivité et la détermination remarquables dont ont fait preuve la Chine, l'Inde et le Brésil face à la crise mondiale, engendrée par l'explosion de la bulle des *subprimes* aux États-Unis, semblent avoir convaincu la majeure partie des analystes économiques que les sociétés contemporaines sont en train d'entrer dans une nouvelle ère de l'histoire du capitalisme, une ère inexplorée. Le courant économique dominant s'est révélé incapable d'expliquer un événement d'une telle gravité, puisqu'il soutenait jusqu'alors le principe d'autorégulation des marchés. Selon ces économistes, il s'agit d'une situation dans laquelle les intérêts individuels et la rationalité des acteurs suffiraient à produire un équilibre durable et à éviter toute crise économique. Cette crise économique mondiale est également l'expression de l'échec collectif d'une communauté scientifique et de son paradigme en termes d'économie de marché.

L'objectif de ce livre est de démontrer qu'une approche alternative, initialement élaborée pour comprendre les capitalismes occidentaux d'après la Seconde Guerre mondiale et leurs crises respectives, est envisageable et peut mettre en évidence les dynamiques des économies d'Asie orientale, leurs processus d'intégration économique régionale, et leur possible contribution quant à l'évolution des relations internationales.

### **CRISES NON ANTICIPÉES ET NOUVELLE GRANDE TRANSFORMATION : UN DÉFI POUR LES THÉORICIENS DE L'ÉCONOMIE**

Depuis les années 1990, la plupart des économistes étaient convaincus que l'écroulement des sociétés de type soviétique permettrait d'affirmer l'incontestable supériorité des mécanismes de marché. Par conséquent, les innovations en matière de finance et la mondialisation étaient supposées, sans aucun doute possible, contribuer à l'amélioration de l'allocation des capitaux, mais aussi à

la stabilité économique et financière mondiale. Dans tous les cas, les politiques économiques modernes, a-t-on jugé, étaient tellement sophistiquées qu'elles étaient capables d'éliminer les risques de dépression et de crise économique majeure. De plus, grâce à ses remarquables résultats, l'économie américaine était devenue le modèle canonique du capitalisme moderne que les autres sociétés devraient imiter, ce qui soutient l'idée d'une convergence progressive des différentes formes de capitalisme existantes vers une configuration commune.

Ces deux dernières décennies, des événements majeurs ont démontré les limites de cette vision :

- *l'écroulement des régimes de type soviétique*, qui était censé conduire à l'émergence spontanée et rapide de marchés pour remplacer un *Gosplan* obsolète et inefficace. D'autres mécanismes plus primitifs et moins équitables ont prévalu, tandis que lesdits marchés ont favorisé la prédation aux dépens d'une création de richesse à la Adam Smith. Les fondamentalistes du marché ont dû reconnaître qu'aucune théorie n'avait été formulée sur la manière dont ces derniers peuvent émerger concrètement, ni sur la nécessité qu'ils soient construits socialement ;
- *la crise asiatique de 1997*, deuxième épisode mal interprété par la plupart des économistes : le coupable désigné de cette crise fut l'archaïsme des systèmes financiers nationaux, alors qu'en réalité la libéralisation financière des comptes de capitaux externes jouait le rôle central. Depuis lors, le retour des doubles crises, bancaires et de change, a convaincu une part grandissante des économistes que la mondialisation financière occasionnait effectivement ces épisodes dramatiques ;
- *l'éclatement de la bulle Internet* au début des années 2000, qui a donné un avertissement quant aux dangers de la surestimation de la rationalité des marchés financiers : presque tous les acteurs avaient imaginé que l'échelle de temps des grandes innovations pouvait être réduite à celle des transactions financières du marché boursier. L'analyse de John Maynard Keynes sur l'impatience des marchés financiers et sur leur instabilité face à l'incertitude aurait dû supplanter l'hypothèse d'« efficacité du marché ». Mais il y eut également un deuxième avertissement : les innovations majeures n'engendrent pas une transition automatique d'un équilibre à un autre qui lui serait supérieur. Elles provoquent plutôt un boom dans un premier temps, puis déclenchent une spéculation qui se termine par un ajustement brutal à la baisse, de façon à compenser les investissements excessifs passés (après tout, la vision de la destruction créatrice de Joseph Schumpeter n'est-elle pas plus pertinente que la théorie contemporaine de la croissance endogène ?) ;
- *la crise des subprimes et sa diffusion internationale*, qui peuvent être interprétées comme une « revanche » de l'incompréhension de la crise asiatique de 1997. D'une part, les flux massifs d'épargne allant de l'Asie

(et de l'Europe) vers les États-Unis ont favorisé la bulle immobilière et le dangereux relâchement des conditions d'attribution de crédit aux ménages. D'autre part, c'est la modernité elle-même du système financier américain qui a favorisé l'apparition de cette crise et l'a aggravée. L'idée selon laquelle la finance se régule de façon autonome et optimale devient de plus en plus difficile à soutenir. Le modèle d'Hyman Minsky, qui place certains mécanismes convaincants au cœur de l'instabilité financière, redevient à la mode depuis qu'il s'est montré plus efficace que les modèles d'équilibre général stochastiques dynamiques (ces modèles n'affirment-ils pas que les chocs exogènes défavorables, comme la baisse de la productivité, sont à l'origine de la crise actuelle ?) ;

- *l'émergence de nouvelles formes de capitalisme*, qui est sans doute la transformation structurelle qui a le plus d'effets sur les relations internationales et qui permet de remettre en question les précédentes théories du développement. Les « économies émergentes » les plus prospères n'ont-elles pas violé plusieurs des principes du Consensus de Washington ? Leurs gouvernements sont restés prudents lors de l'ouverture à la finance internationale. Ils ont maintenu une forme de contrôle de l'État sur le crédit domestique et sont intervenus vigoureusement dans les domaines de la réglementation, de l'innovation et de l'industrie. La Chine, l'Inde et le Brésil sortent totalement de l'approche néoclassique de l'économie de libre marché type. L'analyse d'Andrew Shonfield (1965) en termes d'économies mixtes, d'après laquelle c'est l'intervention de l'État qui assure la pérennité des marchés, ne devrait-elle pas remplacer le fondamentalisme du marché qui a dominé jusqu'à la crise actuelle ?

La raison de l'échec collectif des économistes (malgré les avertissements d'une minorité de dissidents) peut être ramenée à une seule erreur de base : ils ont développé une théorie de l'équilibre basée sur une économie de marché pure, dans laquelle les agents rationnels comprennent et maîtrisent parfaitement leurs relations mutuelles, étant donné qu'ils agissent dans un environnement complètement statique, dépourvu de toute innovation faisant époque ou de conséquences imprévues. De graves erreurs commises par les acteurs les mieux informés, la récurrence de crises qui n'ont absolument pas été anticipées et une incertitude totale sur les tendances à venir sur le moyen et le long terme ont montré que cette théorie n'est plus applicable suite aux transformations structurelles et aux crises qui ont eu lieu ces deux dernières décennies.

La situation actuelle montre la nécessité d'une mise à jour des politiques économiques, qui devrait partir du principe que le capitalisme est un régime en perpétuelle évolution, contradictoire, sujet aux crises et dans lequel différentes catégories socio-économiques coexistent et entrent en conflit.

## LA THÉORIE DE LA RÉGULATION : UNE ANALYSE DES TRANSFORMATIONS ET DE LA DIVERSITÉ DES CAPITALISMES

Ce programme de recherche a été lancé à la fin des années 1970 par un réseau international d'économistes qui s'accordent sur des concepts de base, adoptent les mêmes méthodologies historiques et comparatives, et partagent une série de résultats (Boyer et Saillard, 1995).

La viabilité d'une économie capitaliste dépend de la capacité de cinq formes institutionnelles (à savoir, le degré de concurrence, l'insertion dans l'économie mondiale, la nature du rapport salarial, le régime monétaire/financier et la forme des relations État/société) à se fondre dans un régime d'accumulation, contrôlé par un mode de régulation approprié. Cela peut s'appliquer aux capitalismes est-asiatiques qui ont développé leurs propres configurations institutionnelles et présentent des hiérarchies spécifiques au sein de ces cinq formes institutionnelles.

Étant donné que ces formes institutionnelles sont en grande partie le résultat de luttes sociales et politiques, plutôt que d'une pure rationalité typiquement économique, plusieurs types de capitalisme peuvent émerger au fil des trajectoires qui se développent au niveau national. Le travail de l'analyste est de détecter ces configurations, en utilisant toute méthode ou technique disponible dans la boîte à outils du socioéconomiste. Par exemple, chaque capitalisme asiatique ayant sa propre histoire, son modèle de développement montrera une forte dépendance par rapport à ce parcours.

Le capitalisme ne présente jamais un « état stationnaire » ou un équilibre stable à long terme. La concurrence pousse en permanence les entreprises et les individus à être des innovateurs en matière de produits, de techniques, d'organisations et d'institutions. Par conséquent, l'objectif de toute recherche inspirée par la théorie de la *régulation* est de justifier puis de théoriser *l'émergence, la maturation, le vieillissement et la crise* de tout mode de développement – conjonction d'un régime d'accumulation et d'un mode de régulation –, ce à l'ère de la mondialisation. Les capitalismes asiatiques présentent des modèles d'évolutions très spécifiques, du développement jusqu'à la crise, puis à la reconfiguration institutionnelle.

La mise en évidence de *la diversité du capitalisme* est une contribution originale de la théorie de la *régulation* qui a mis l'accent sur ses différents types, interagissant au sein de l'économie mondiale (Amable, 2003). Même au sein de la région est-asiatique, la diversité des capitalismes peut être observée du fait des différences dans leurs modèles institutionnels, de sorte qu'ils peuvent être classés en plusieurs groupes. Il est donc possible de développer une taxonomie étendue des capitalismes, qui inclut les pays asiatiques : Japon, Chine, Corée, Taïwan, Singapour, Hong Kong, Thaïlande, Malaisie, Indonésie et Philippines.

## L'ASIE ORIENTALE : UN LABORATOIRE SOCIAL PROMETTEUR

On pourrait avancer qu'en fait les économies est-asiatiques ont anticipé nombre des problèmes que rencontrent aujourd'hui les économies matures d'Amérique du Nord et d'Europe. Cependant, les réalités en Asie orientale sont, d'une certaine manière, plus complexes. En effet, une nouvelle forme d'intégration au sein des économies est-asiatiques est actuellement en cours. Il n'est plus possible de simplement juxtaposer les analyses des trajectoires nationales, puisque celles-ci ont tendance à être plus interdépendantes dans les réseaux commerciaux et les réseaux internationaux de production.

*La Décennie perdue japonaise*, qui a débuté en 1991, témoigne de la difficulté et du temps nécessaire pour sortir d'une phase de suraccumulation et d'endettement privé excessif, sous la menace d'une déflation. Même la reprise économique observée après 2002 n'était pas suffisamment forte pour maintenir une reprise économique soutenue, et l'économie est retombée dans une autre crise structurelle lorsqu'elle a été frappée par la crise des *subprimes* en 2008. L'économie japonaise a connu des changements institutionnels majeurs et complexes qui nécessitent de nouvelles analyses. Quels sont les facteurs qui empêchent l'émergence d'un nouveau régime socio-économique ?

*La crise asiatique de 1997* est la preuve d'une instabilité structurelle, provoquée par un manque de régulation de la finance internationale, car cela favorise de massives entrées de capitaux, puis leur brutal arrêt. Celle-ci a eu un fort impact sur la plupart des économies asiatiques, et plus particulièrement en Thaïlande, en Indonésie, en Malaisie et en Corée, bouleversant les structures économiques internes de différentes façons. Les réalités de la crise asiatique de 1997 laissent penser que le contrôle des capitaux peut être nécessaire afin de conserver une certaine autonomie de la politique intérieure. Ce contrôle pourrait-il être utilisé comme catalyseur de l'émergence de modes de développement plus résilients, non seulement en Asie, mais également en Amérique latine ?

*La stratégie de réforme chinoise* est très différente de celle adoptée par la Russie, qui a déclenché une crise grave et durable. Une série de réformes totalement différente s'est révélée compatible avec une croissance rapide et relativement régulière, et l'a même encouragée. La Chine a été frappée par les crises de 1997 et 2008, mais sa croissance n'a été que très peu touchée. Quelles leçons peut-on tirer de l'émergence de cette forme paradoxale et particulièrement dynamique qu'est le capitalisme chinois ? Il s'agit là d'une invitation à élargir l'éventail des compromis institutionnalisés qui gouvernent implicitement ou explicitement presque tous les types de capitalismes.

*La transformation coréenne* du système financier et du système d'emploi qui a suivi la crise financière asiatique montre le degré d'influence des relations économiques internationales sur les configurations institutionnelles domes-

tiques. Les innovations liées à la mondialisation et la finance favorisent-elles l'émergence d'un régime de croissance alternatif, ou créent-elles des configurations plutôt hybrides et fragiles ? Il s'agit, là encore, d'une invitation à étudier les processus complexes qui déterminent la « sortie » des crises économiques majeures, un problème qui a été étudié dans le cadre de la Grande Dépression de l'entre-deux-guerres.

La mondialisation était supposée définir un nouveau régime mondial qui stabiliserait les relations internationales et promouvrait le développement grâce à des afflux de capitaux des pays riches vers les pays pauvres. Les pays asiatiques, pas seulement le Japon, la Chine et la Corée, mais également les pays de l'ASEAN, ont bénéficié de l'ouverture de leurs économies au commerce international et aux flux de capitaux productifs. Ils ont également mis en place d'impressionnantes capacités industrielles en développant leurs relations économiques internationales. Cependant, des avertissements sont apparus au cours de la dernière décennie. Tout d'abord, ces économies sont devenues plus vulnérables aux crises financières qui ont éclaté ailleurs, mais qui se sont immédiatement diffusées dans le monde entier. Ensuite, les excédents commerciaux asiatiques ont été investis sur les marchés financiers internationaux. Ils ont, de fait, nourri la consommation et les bulles financières des économies les plus riches, en particulier des États-Unis. Paradoxalement, ces économies ont contribué indirectement à la crise des subprimes ! Enfin, le fait que l'Asie orientale soit devenue « l'usine du monde » implique une divergence entre la croissance tirée par les exportations et le développement des marchés intérieurs, qui sont en retard dans la satisfaction des besoins sociaux urgents en termes d'éducation, de santé et de soins aux personnes âgées. Cela est particulièrement vrai en Chine. La crise actuelle met en doute la viabilité à long terme de ces tendances et offre la possibilité d'une réorientation stratégique aux niveaux national et régional, puisque l'interdépendance des économies est-asiatiques est devenue plus forte, et ce en raison de l'augmentation des échanges commerciaux et des investissements directs étrangers (IDE). L'intégration économique est-asiatique peut-elle se poursuivre sans mécanismes de coordination explicites et avancée institutionnelle ?

La mission première d'une approche d'économie politique est de créer une vision et un cadre d'analyse suffisamment élaborés afin de fournir une explication parcimonieuse de ces faits stylisés.

### **COMBINER ANALYSES HISTORIQUE, COMPARATIVE ET STATISTIQUE : UNE RECHERCHE NÉCESSAIREMENT COLLECTIVE**

Les auteurs de cet ouvrage partagent une approche historique et institutionnaliste des transformations des capitalismes modernes, représentée par la théorie de la *régulation*. La plupart des auteurs ont déjà travaillé ensemble pour cerner la spécificité du capitalisme japonais et la nature de la crise qui l'a frappé

dans les années 1990 (Boyer et Yamada, 2000). De plus, ils ont analysé à la fois les changements institutionnels qui l'ont affecté pendant cette même période et sa reprise économique partielle après 2002. D'autres spécialistes ont utilisé les mêmes concepts et méthodes pour étudier les trajectoires coréenne et chinoise.

Ainsi, cet ouvrage est le premier projet qui applique ce cadre de recherche à l'évolution des capitalismes asiatiques, observée depuis les années 1990 et qui *l'étend* de façon à comprendre la spécificité de chaque trajectoire nationale, telle celle de la Chine. De plus, la crise survenue en 2008 révèle de *nouvelles caractéristiques* qui appellent une réévaluation des précédentes taxonomies du capitalisme. Les auteurs examinent trois questions principales en se basant sur différentes méthodes :

- comment les capitalismes d'Asie orientale ont-ils *évolué* depuis la crise de 1997 et comment ont-ils réagi à la diffusion de la crise des *subprimes*? La tâche des différentes *analyses historiques* de chaque économie nationale est de cerner les structures permanentes et invariantes, ainsi que leurs transformations. Ces analyses historiques combinent méthodes institutionnelles et statistiques ;
- les capitalismes d'Asie orientale *diffèrent-ils* de ceux observés en Amérique ou en Europe ou partagent-ils les mêmes configurations? À l'inverse, peut-on identifier une diversité significative au sein des capitalismes asiatiques? Faisant écho à de précédentes recherches limitées aux économies des pays membres de l'OCDE, une analyse transnationale les étend à un échantillon plus large comprenant autant d'économies asiatiques que possible, selon la disponibilité des données quantitatives et qualitatives comparables. Une analyse économétrique et une analyse institutionnelle comparative sont réalisées en complément ;
- à quel point les capitalismes d'Asie orientale sont-ils devenus *interdépendants*? Ce sont des entités dynamiques interagissant les unes avec les autres, mais il est également important d'évaluer la manière dont le commerce international et les investissements directs étrangers dans la région de l'Asie orientale ont affecté la production intérieure et la spécialisation au sein de chaque État-nation. Ainsi, certaines contributions utilisent des *tableaux des entrées-sorties internationaux asiatiques* pour analyser l'interdépendance des capitalismes asiatiques et leurs changements structurels.

## ÉVOLUTION, DIVERSITÉ ET INTERDÉPENDANCE DES CAPITALISMES D'ASIE ORIENTALE : RÉSUMÉ

Toutes les contributions qui suivent possèdent une caractéristique commune : les structures économiques et le dynamisme des économies japonaise, chinoise et coréenne, ou de l'économie d'Asie orientale dans son ensemble, sont analysés de manière approfondie d'un point de vue institutionnaliste.

La première partie de cet ouvrage s'intéresse aux modifications des formes institutionnelles et aux transformations du régime de croissance japonais depuis les années 1970, y compris pendant la « Décennie perdue » des années 1990 et propose une prospective concernant le régime de croissance nippon. Toshio Yamada et Yasuro Hirano (p. 25-44) enquêtent sur la façon dont le mode de régulation du Japon après la Seconde Guerre mondiale, qu'ils qualifient de *compagnie-iste*, a changé au cours des deux dernières décennies. La *régulation compagnie-iste* reposait autrefois sur deux fondements principaux : un compromis capital-travail sur la sécurité de l'emploi et un compromis banque-entreprise sur la continuité de la direction d'entreprise. Ils soulignent le fait que le premier a radicalement changé, mais que le second a lui aussi connu des modifications notables. Le dysfonctionnement du *compagnie-isme* s'exprime au niveau macro-économique, en particulier dans la formation d'une demande intérieure faible. Le développement des services sociaux et médicaux, ainsi que des activités de protection de l'environnement, pourrait offrir des alternatives au modèle de demande précédent. En attendant, le *compagnie-isme* conventionnel, en tant que forme organisationnelle, devrait survivre, en particulier au sein des grandes entreprises tournées vers l'exportation. Il est en effet essentiel pour garantir de bonnes performances économiques, y compris des gains de productivité importants. Par conséquent, Yamada et Hirano concluent que le Japon pourrait aujourd'hui avoir besoin d'un nouveau type de régulation combinant les éléments à la fois du *compagnie-isme* et de la régulation associative, générant ainsi une complémentarité vertueuse.

Akinori Isogai (p. 45-74) présente les faits stylisés qui caractérisent la transformation du système d'entreprises japonais depuis les années 1990 et aborde l'émergence de nouvelles formes d'organisation hybrides qui en a résulté. Cette contribution fait également un bref compte rendu de deux résultats majeurs. Le premier concerne le fait que les changements ne sont pas survenus de manière uniforme, mais se produisent plutôt de façon irrégulière selon les différents groupes d'entreprises. Par conséquent, le système d'entreprises japonais affiche une hétérogénéité bien plus marquée que celle qui a pu être observée auparavant. La deuxième nouveauté concerne l'apparition d'une entreprise hybride appelée « nouvelle entreprise de type J », qui combine à la fois une direction orientée vers les actionnaires et des pratiques d'emploi stable sur le long terme. Enfin, à partir d'une analyse historique comparative du changement institutionnel, l'auteur propose une estimation du potentiel et de l'avenir de la nouvelle entreprise de type J, face à la crise des *subprimes*.

Sébastien Lechevalier (p. 75-96) enquête sur l'hétérogénéité croissante des entreprises japonaises en termes d'organisation, de performances et de productivité au cours de la Décennie perdue (1991-2002). Il cherche à savoir si le progrès technique, l'internationalisation, les fluctuations macro-économiques et la déréglementation pourraient expliquer ce phénomène. Il étudie ensuite ses

effets et s'intéresse aux inégalités grandissantes qui résultent de cette dispersion croissante de la productivité au niveau des entreprises japonaises. Cette analyse parvient à la conclusion que le *compagnie-isme* ne décrit plus de manière appropriée le mode de régulation au Japon. Enfin, l'auteur suggère quelques pistes pour de futures recherches sur le capitalisme japonais : pour identifier la nature du mode de régulation *post-compagnie-iste*, une analyse d'économie politique portant sur les formes de coordination semble être particulièrement prometteuse.

Hironori Tohyama (p. 97-118) s'intéresse à la façon dont les récents changements institutionnels dans le marché du travail japonais ont influencé les dépenses sociales, la protection sociale ou l'État-providence au sens large. Pour répondre à cette question, il utilise des modèles économétriques dans lesquels les risques économiques, les institutions et les dépenses sociales sont étroitement liés. À partir de ces modèles, il explore la relation entre les risques économiques et les dépenses sociales dans quinze économies avancées, sur la période s'étendant de 1984 à 2000. Les résultats montrent que la mondialisation a un impact négatif sur les dépenses sociales et que la désindustrialisation a un effet positif. Le troisième résultat, le plus important, révèle que les demandes des travailleurs en termes de dépenses sociales et des institutions tournées vers la protection sociale peuvent être complémentaires. L'auteur conclut qu'une législation sur la protection de l'emploi moins rigoureuse pourrait probablement inciter les travailleurs à s'abstenir d'exiger une extension des dépenses sociales. Par conséquent, le changement institutionnel au Japon se solderait probablement par une protection sociale moindre et exposerait les travailleurs à des risques économiques plus nombreux.

Hiroyuki Uni (p. 119-138) enquête sur les inégalités croissantes des revenus observées au Japon depuis la fin des années 1990. En utilisant des microdonnées, il décompose leur évolution selon divers facteurs, et examine la validité de l'hypothèse d'un changement technologique favorisant les hautes qualifications et l'hypothèse de l'externalisation de la production. On considère souvent ces hypothèses comme des explications de l'augmentation continue de l'inégalité salariale à l'intérieur de chaque groupe. L'analyse des statistiques montre sans ambiguïté que ces deux hypothèses sont invalides. L'auteur met plutôt en avant la « théorie institutionnaliste des salaires », démontrant ainsi que depuis la fin des années 1990, les réformes salariales ont été la cause la plus importante de l'augmentation de l'inégalité des revenus au Japon. Ces réformes comprennent l'introduction d'une rémunération à la performance et l'affaiblissement de la pratique du *shunto*.

Hiroyasu Uemura (p. 139-166) conduit une analyse macro-économique qui prend en compte les mécanismes de coordination institutionnels pour contrôler les investissements, la productivité du travail, les salaires et le commerce international. Ensuite, il explore les transformations du modèle de croissance de l'économie japonaise. Il en conclut que, durant les années 1990 et la première

moitié des années 2000, la structure de l'investissement a changé en raison de la libéralisation financière et de l'augmentation des IDE japonais dans d'autres pays asiatiques. De plus, les mécanismes de coordination des salaires et de l'emploi se sont plus orientés vers le marché, et les structures industrielles se sont tournées vers les secteurs de haute technologie et des services. Au cours de la reprise économique entamée en 2002, l'économie japonaise a fait l'expérience d'un nouveau modèle de croissance, mais le mode de régulation *compagnie-iste* s'est progressivement affaibli. Par conséquent, quand l'économie japonaise a été frappée par la crise des *subprimes* en 2008, elle est retombée dans une nouvelle crise structurelle.

La deuxième partie du livre décrit les transformations à l'intérieur des institutions fondamentales et les régimes de croissance des économies chinoise et coréenne, en relation étroite avec les crises économiques et de fait avec l'intégration économique de l'Asie orientale, cette dernière opérant sous l'impulsion des multinationales.

L'économie chinoise a évolué très rapidement et est maintenant considérée comme un centre manufacturier, pas seulement dans la région de l'Asie orientale, mais également au niveau mondial. Lei Song (p. 171-184) enquête sur les origines des ajustements structurels de la Chine. Il en conclut qu'elles proviennent d'une discontinuité de la capacité d'innovation à l'ère de la modularisation et de l'intégration régionale. La collaboration entre les multinationales et les sociétés chinoises participe à la croissance de la capacité productive chinoise, mais l'organisation de la production est susceptible d'enfermer le pays dans le « piège de la modularisation ». En raison de la correspondance entre la conception de produit et l'architecture interorganisationnelle, et à cause de leurs variations d'une industrie à une autre, la possibilité pour les sociétés chinoises d'améliorer leurs capacités technologiques, au moyen de transactions avec des entreprises multinationales, varie entre l'industrie de l'électronique grand public et celle des logiciels informatiques.

Jian Wang, Shrestha Nagendra et Hiroyasu Uemura (P. 185-210) analysent l'interdépendance croissante entre les économies est-asiatiques et l'effet des activités des multinationales japonaises sur ce processus. Ces activités sont un moteur pour l'intégration économique des économies chinoise et japonaise. Cela a été confirmé à travers l'analyse des *tableaux des entrées-sorties internationaux asiatiques*. Dans ce cas précis, les industries produisant des machines et appareils électriques et des matériels de transport présentent des modèles différents en ce qui concerne les transactions de composants. Les effets des relations productives internationales sur les économies chinoise et japonaise diffèrent dans ces deux industries. La production des entreprises spécialisées dans les machines et appareils électriques est rapidement devenue modulaire, tandis que l'organisation des entreprises produisant des matériels de transport est toujours intégrée. Cette caractéristique des entreprises spécialisées dans les équipements de transport entraîne un flux d'exportation de biens intermédiaires, du Japon vers la Chine.

Chengnan Yan (p. 211-234) examine les changements des effets d'entraînement local et international dans l'économie chinoise ; il permet l'analyse des principales causes du changement des relations intersectorielles dans le régime de croissance orientée vers l'exportation, grâce aux *tableaux des entrées-sorties internationaux asiatiques*. Après les années 1990, les relations internationales chinoises se développèrent principalement en raison de l'augmentation des importations de biens intermédiaires. Le taux de croissance des importations venues des économies est-asiatiques, surtout le Japon et la Corée, a dépassé le taux des importations totales. Ceci démontre la spécificité de l'intégration économique est-asiatique. De plus, l'auteur remarque en Chine des différences sectorielles en fonction des capacités inhérentes à la chaîne d'approvisionnement en biens intermédiaires, des industries en aval jusqu'en amont en Chine.

Robert Boyer (p. 235-262) affirme qu'un *compromis sociopolitique*, extrêmement spécifique, explique non seulement le succès de la stratégie de développement de la Chine, mais aussi son influence grandissante dans l'évolution de l'économie mondiale. Une série de corporatismes locaux s'est progressivement transformée en un compromis à l'échelle de la société : l'acceptation du monopole du parti communiste dans le domaine politique en échange d'une amélioration permanente du niveau de vie à travers une croissance rapide et régulière. Une intense compétition entre ces corporatismes locaux explique le dynamisme de l'accumulation et le fait que le rapport salarial occupe alors une position dominée au sein des formes institutionnelles, tandis que l'État est le moteur de la réorganisation permanente des secteurs publics et privés. Ce régime macro-économique est spécifique à la Chine et son insertion asymétrique dans l'économie mondiale permet de compenser pour partie les déséquilibres structurels domestiques. L'excédent commercial chinois a ainsi permis de corriger un déséquilibre majeur dans la répartition du produit intérieur.

L'économie coréenne s'est rapidement développée dans les années 1980. Depuis, elle a toutefois subi des transformations majeures, principalement en raison de la pression exercée par la mondialisation de l'économie et l'impact des crises successives. Wooseok Ok et Junho Yang (p. 265-288) analysent les changements institutionnels dramatiques constatés dans le système financier et celui de l'emploi de la Corée après la crise de 1997. De plus, ils examinent si les formes institutionnelles émergentes révèlent une cohérence interne et peuvent soutenir un nouveau régime de croissance. En particulier les changements dans les institutions financières et le gouvernement d'entreprise ainsi que le dualisme croissant des marchés des produits et du travail, accompagnés d'inégalités de revenus dans l'économie coréenne d'après crise, sont examinés minutieusement par rapport à la stabilité du régime de croissance de ce pays.

Hyungkee Kim (p. 289-302) défend l'idée que la théorie de la régulation permet de diagnostiquer cinq grands changements dans l'économie coréenne après 1962. Cependant, deux transformations ont eu les impacts les plus impor-

tants sur la structure économique de la Corée. La première comprend une série de transitions : transition d'un régime dictatorial à un régime démocratique, d'un régime orienté vers les exportations à une variante du Fordisme et la transition d'une flexibilité/homogénéisation à une rigidité/segmentation du marché du travail. La crise financière de 1997 est à l'origine de la deuxième grande transformation caractérisée par un passage d'un État *développementiste* à un État néo-libéral.

La troisième partie analyse la diversité et la dynamique des capitalismes asiatiques, de manière théorique et empirique ; elle envisage également la perspective d'une union monétaire en Asie orientale. Yuji Harada et Hironori Tohyama (p. 307-332) étudient minutieusement la diversité des capitalismes asiatiques et les facteurs en cause dans cette diversité, à l'aide de méthodes quantitatives et institutionnelles. Ils mènent une analyse statistique afin d'identifier une typologie des capitalismes asiatiques, à l'aide *d'analyses en composantes principales puis typologiques*. Il en ressort qu'il existe cinq types de capitalismes en Asie orientale : le *capitalisme-cité* (Singapour et Hong Kong), le *capitalisme semi-agraire insulaire* (Indonésie et Philippines), le *capitalisme tiré par l'innovation* (Japon, Corée et Taiwan), le *capitalisme industriel tiré par le commerce* (Malaisie et Thaïlande) et le *capitalisme continental mixte* (Chine). Ces capitalismes asiatiques ont des caractéristiques spécifiques en termes de structure des institutions et de performances économiques ; par conséquent, ils ont des réactions différentes face à des chocs externes, en particulier lors des crises de 1997 et de 2008.

Hiroshi Nishi (p. 333-358) analyse les dynamiques macro-économiques d'une économie ouverte, à la lumière d'une hypothèse de *hiérarchie institutionnelle*, lorsqu'une forme institutionnelle particulière impose sa logique sur l'ensemble de l'organisation institutionnelle et détermine par conséquent le type d'ajustements macro-économiques, et en fin de compte, les performances. L'auteur analyse le type de croissance qui en découle, la stabilité dynamique ainsi que la détermination des salaires et de l'emploi à l'aide d'un modèle dynamique inspiré de celui de Keynes et de Minsky. Avec l'accroissement de l'internationalisation des échanges commerciaux et des transactions financières, la croissance économique est principalement déterminée par des facteurs externes et financiers, et l'emploi et la rémunération deviennent des variables d'ajustement. Ceci est l'expression de la subordination du rapport salarial à l'insertion dans l'économie mondiale.

Suite à la crise financière asiatique, l'éventualité d'une union monétaire en Asie orientale est devenue un sujet très important. Hiroyuki Uni (p. 361-384) étudie certaines des conditions structurelles pour une intégration monétaire, conditions en lien avec la croissance de la productivité dans le secteur des biens exportables et des biens non échangeables. Il essaie ensuite de déterminer si ces conditions sont réunies en Asie orientale et dans l'Union européenne (UE).

L'une des conditions nécessaires pour que l'intégration monétaire soit viable à long terme est que les prix des biens exportables des pays membres de cette union monétaire ne connaissent pas de trop grandes variations. Ainsi, l'auteur propose d'institutionnaliser, de façon multilatérale, la stabilité des monnaies asiatiques; cette stabilité peut être garantie par la mise en place de réglementations appropriées que chaque pays asiatique applique d'ores et déjà.

Se-Eun Jeong, Jacques Mazier et Sophie Saglio (p. 385-410) expliquent qu'un effort important en vue d'améliorer la coopération financière et monétaire en Asie orientale a été réalisé dans les années 2000. Cependant, les résultats ont été limités, principalement à cause de problèmes politiques, comme la concurrence tacite entre la Chine et le Japon. La crise financière actuelle a fait renaître l'intérêt pour une coopération monétaire sur le plan régional. À l'aide d'un modèle macro-économique des interdépendances des pays de l'Asie orientale, les auteurs démontrent l'avantage que représente le maintien d'un régime de taux de change ajustable en Asie orientale. Ils comparent également les différentes formes de régimes monétaires envisageables en Asie orientale : l'unité monétaire asiatique (*Asian Currency Unit*), le panier commun de monnaies et le bloc du yen. Cependant, certains obstacles subsistent, tels que le manque de projet politique ou la volonté de la Chine de préserver son autonomie.

À partir de ces résultats, la contribution finale (p. 411-434) fait ressortir des implications théoriques qui seront étudiées au cours de recherches ultérieures. Comment relancer les recherches sur les dynamiques du capitalisme, notamment en tenant compte qu'il s'agit d'un régime socio-économique en mouvement pouvant prendre des formes variées? Pour l'analyse macro-économique et la théorie des relations internationales, quelles sont les implications de l'interdépendance entre les transformations institutionnelles d'un pays et l'évolution du régime international? Malgré une hétérogénéité croissante provoquée par trois décennies de mondialisation, sous quelles conditions une intégration économique régionale peut-elle fonctionner sans qu'un ensemble de règles ait été adopté par tous? Cette conclusion développe également des implications pratiques sur les stratégies à adopter pour surmonter la crise actuelle. Les pays de l'Asie orientale n'ont-ils pas tous connu une série de politiques et de réformes en réponse au premier épisode de la crise structurelle de mondialisation de la finance, c'est-à-dire, la crise asiatique de 1997? La Décennie perdue du Japon n'est-elle qu'une curiosité, ou souligne-t-elle le vrai danger auquel sont actuellement confrontés les États-Unis et la plupart des pays européens? Les *leaders* économiques et politiques devraient sérieusement méditer les leçons que livre l'Asie orientale.